



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Mali

Février 2023

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les régions situées dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 412 387 personnes déplacées internes (PDI), soit 70 036 ménages à la date du 31 décembre 2022².

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire malien le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

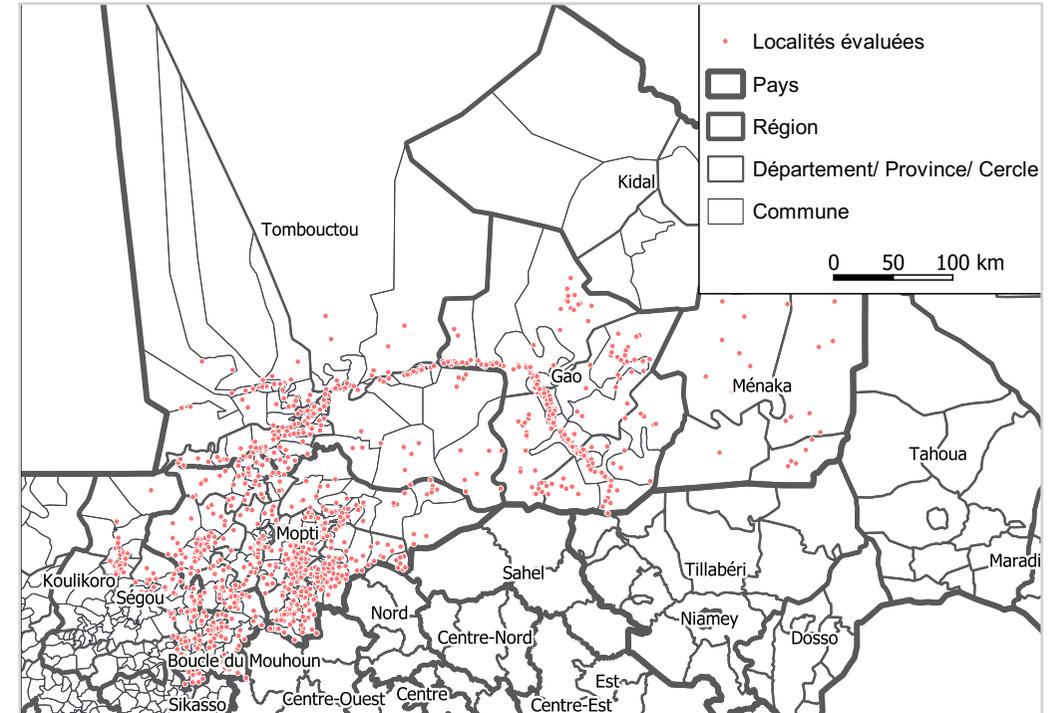
Au total, pour la collecte de février 2023, 1192 localités ont été évaluées au Mali via des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (cercle) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 26 janvier et le 19 février 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

1. REACH, Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022

Carte 1. Carte des localités enquêtées



76% d'IC rapportant avoir visité eux-mêmes la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédent la collecte.

24% d'IC rapportant avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédent la collecte.

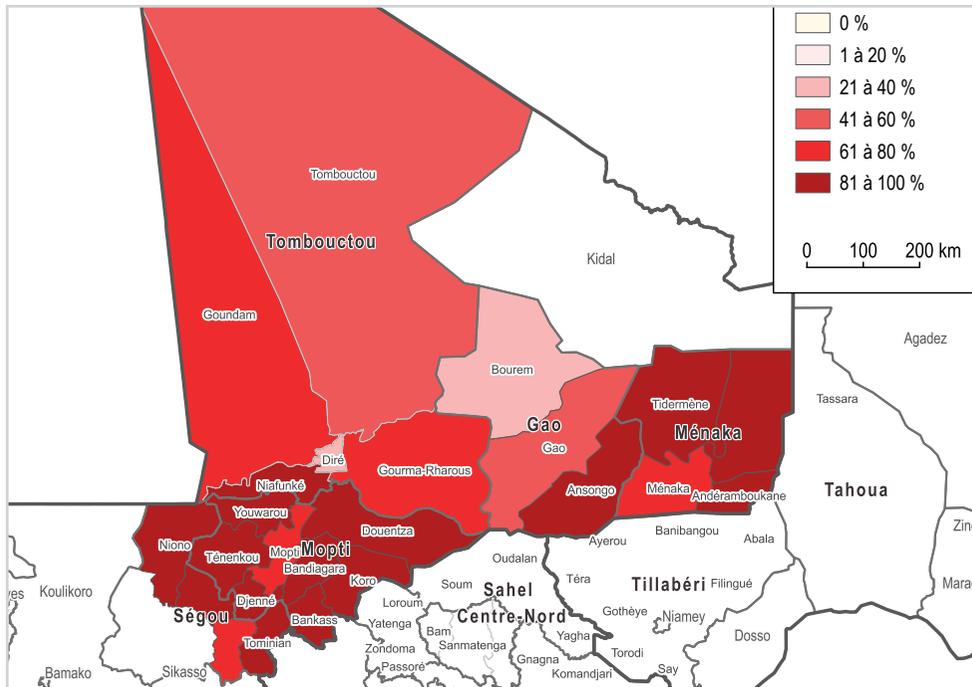
À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

2. CLUSTER PROTECTION : Rapport sur les mouvements de populations . décembre 2022



Carte 2. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sent pas en sécurité :



ANALYSE DES TENDANCES

- **L'arrivée récente de PDI** a été observée dans un pourcentage modeste de localités (9%), qui est tout de même en baisse par rapport à la dernière période de collecte (novembre 2022)³
- En février 2023, ces arrivées ont concerné en grande partie les régions de Ménaka (50%), Gao (31%), Tombouctou (27%) et Segou (12%). Principalement les localités dans les cercles de Anderamboukane (100%), Inékar (100%), Dire (60%), Tidermène(50%), Tombouctou (50%) et Gao (41%), alors que pendant le mois de novembre, l'arrivée des PDI était plutôt observée dans des localités des cercles de Dire (100%), Inékar (100%), Gao (55%), Ménaka (50%) Tidermene (50%), Anderamboukane (50%) et Ansongo (47%)³.
- Finalement, d'après les informations obtenues sur les deux périodes de collecte (novembre 2022 et février 2023), Inékar, Tidermène et Dire sembleraient être les cercles où a été rapportée une arrivée constante de PDI dans au moins 50% des localités évaluées à chaque collecte de données.

RÉSULTATS CLÉS

L'arrivée de nouvelles PDI est rapportée dans toutes les régions évaluées avec une proportion assez importante dans les régions de Ménaka (50%), Gao (31%) et Tombouctou (27%). Aussi, la présence de PDI a été signalée dans 43% des localités évaluées. Cette présence a été rapportée pour tous les cercles évalués, avec une proportion de 89% des localités évaluées dans le cercle de Ménaka (région de Ménaka) contre 6% de celles du cercle de Macina (région de Segou).

L'accès à la nourriture constitue toujours un problème de première importance pour les populations des régions évaluées (31%) et particulièrement pour la majorité des populations des localités évaluées dans les cercles de Goundam (68%), Gourma-Rharouss (53%), Douentza (52%), Bandiagara (47%), Ansongo (42%), Tombouctou (42%), Koro (41%), Inekar (40%), Niafunké (40%), Djenné (36%), et Ténenkou (35%). Cette situation de nonaccès à la nourriture est essentiellement due au **manque d'argent avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires** dans 42% des localités évaluées. Aussi, l'accès à un marché fonctionnel à distance de marche⁴ était quasi impossible pour la majorité de la population dans 91% des localités évaluées dans les cercles d'Anderamboukane, d'Inékar (90%), Goundam (61%), Gourma-Rharouss (47%) et Ansongo (46%).

L'accès aux moyens de subsistance habituels fait défaut à la majorité des populations dans 46% des localités évaluées, particulièrement dans les cercles de Koro (100%), Bandiagara (95%), Bankass (93%), Douentza (64%) et Goundam (63%).

L'accès à des services de santé reste une préoccupation majeure pour la majorité des populations dans l'ensemble (100%) des localités évaluées dans le cercle d'Inekar et Tidermène, 91% de celles du cercle d'Anderamboukane, (toute de la région de Ménaka) et 61% des localités évaluées de Goundam (région de Tombouctou). Dans l'ensemble, il est question de 24% des localités évaluées dans cinq région du Mali. Cela a particulièrement pour cause l'éloignement des infrastructures de santé dans 55% des localités, la fermeture des écoles pour cause d'insécurité (17%) et le manque de personnel de santé dans 11% des localités évaluées où des difficultés d'accès aux services de santé ont été rapportées.

L'accès à l'eau semble insuffisant dans 18% des localités, et les sources d'eau utilisées étaient principalement le forage (40%) et le puits protégé (21%). Par ailleurs, la défécation à l'air libre serait pratiquée par la majorité de la population dans 30% des localités évaluées, avec respectivement 100% et 91% des localités des cercles d'Inékar et d'Anderamboukane.

Finalement, l'assistance humanitaire semble n'avoir touché que moins de la moitié des localités évaluées, soit 35%. En outre, selon les IC, il y a eu ce manque d'assistance humanitaire dans 100% des localités des cercles d'Inékar, d'Anderamboukane et de Niono contre 22% de celles du cercle de Macina.

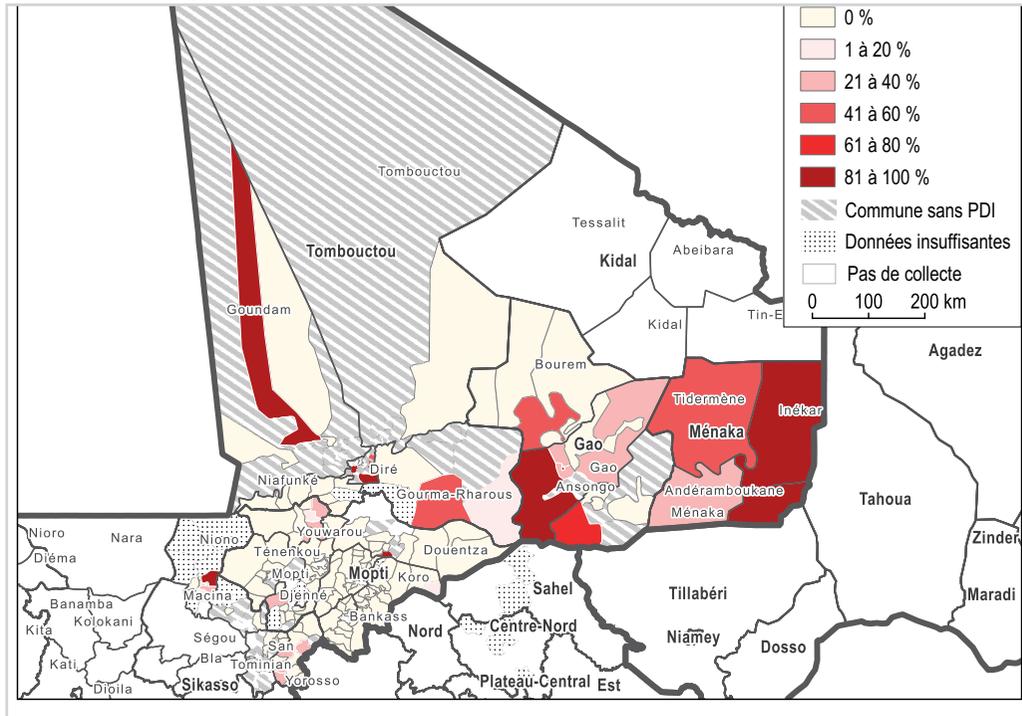
3. REACH, ressources : Suivi humanitaire multisectorielle (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina faso.

4. Les définitions de « distance de marche » et de « conditions de vie adéquates » sont laissées à la discrétion des IC.



DÉPLACEMENT

Carte 3. % de localités où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des jours précédant la collecte⁵ :



Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI et /ou de retournés par région :

PDI		Retournés	
1	Mopti 70%	1	Tombouctou 43%
2	Segou 34%	2	Mopti 4%
3	Menaka 33%		
4	Gao 20%		
5	Tombouctou 17%		

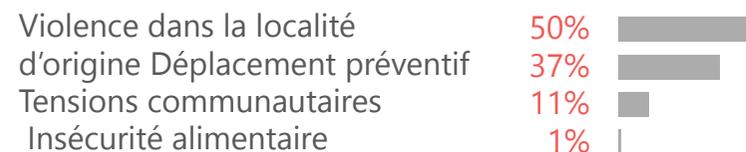
Selon les données du rapport CMP², la population déplacée au Mali a connu une baisse de 6% entre septembre et décembre 2022. Le nombre de PDI est, en effet passé de 440 436 personnes en septembre 2022 à 412 387 au 31 décembre 2022, soit une diminution de 28 049 personnes déplacées dénombrées comme PDI retournées.

En février 2023, les personnes déplacées internes seraient présentes dans 43% des localités dans les régions évaluées, selon les IC. Cette proportion était de 70% des localités évaluées de la région de Mopti contre 17% de celles de la région de Tombouctou. Aussi, les cercles de Menaka (89%), Koro (84%), Youwarou (83%), Mopti (83%), Bankass (79%), Bandiagara (78%), Tominian (73%) Niono (62%) et Djenné (53%) étaient les cercles avec les plus fortes proportions. Par ailleurs, les IC ont rapporté une arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte des données dans 9% des localités évaluées où la présence de PDI avait été rapportée, avec une proportion de 50% des localités évaluées dans la région de Ménaka contre 2% de celles de la région de Mopti. D'après les IC, bien que la majorité des déplacements dans le pays semble de type intra-cercle, la majorité des PDI arrivées au cours des 30 jours précédant la collecte des données dans 19% des localités évaluées du pays est originaire du cercle de Bankass dans la région de Mopti. En outre, les PDI présentes dans les localités évaluées du cercle de San (région de Segou) sont en majorité originaires des cercles de Douendza dans 40% des localités, Bankass (20%), Djenné (20%) et Tominian (20%) selon les IC. De même, les PDI dans le cercle de Mopti (région de Mopti) sont originaires du cercle de Bankass dans 31% des localités évaluées.

Selon les IC, la violence dans les localités d'origines serait la raison de déplacement des PDI dans 50% des localités évaluées, tandis que les IC ont rapporté que le déplacement était préventif dans 37% des localités où la présence de PDI a été rapportée.

Par ailleurs, les IC ont rapporté la présence de retournés dans 4% des localités évaluées du Mali, avec une proportion de 19% des localités évaluées dans le cercle de Tombouctou. En outre, l'arrivée de retournés au cours des 30 jours précédant la collecte de données a été rapporté dans 52% des localités évaluées.

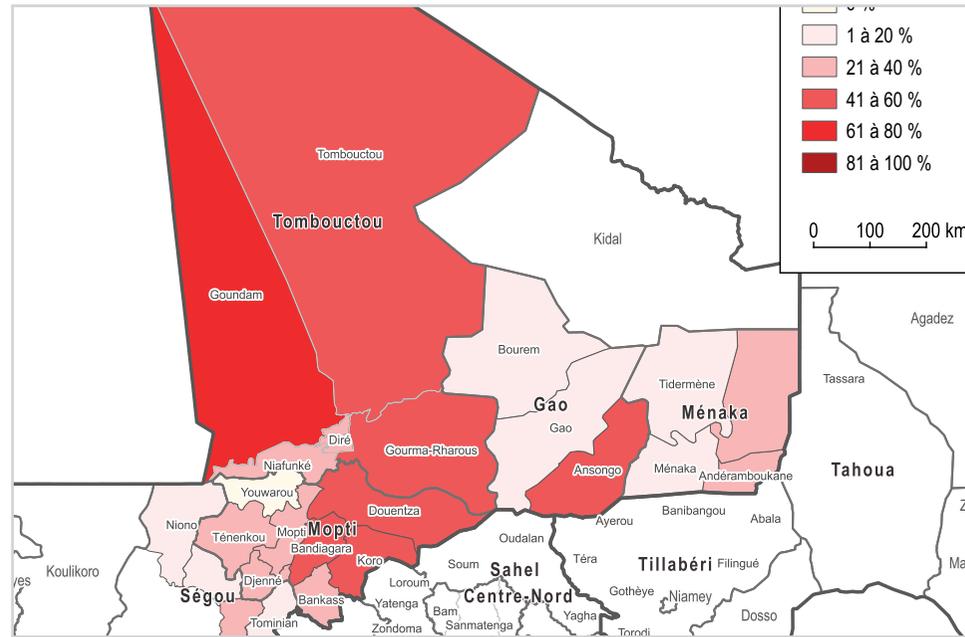
Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées au Mali)⁵



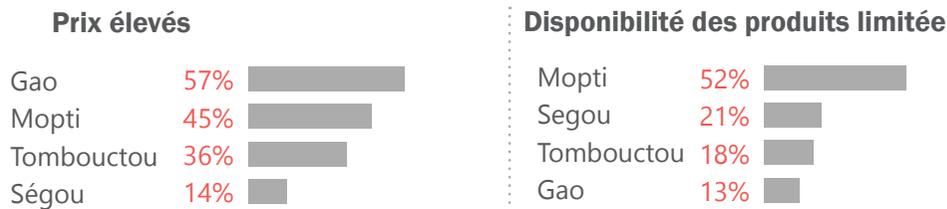
5. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 4. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :



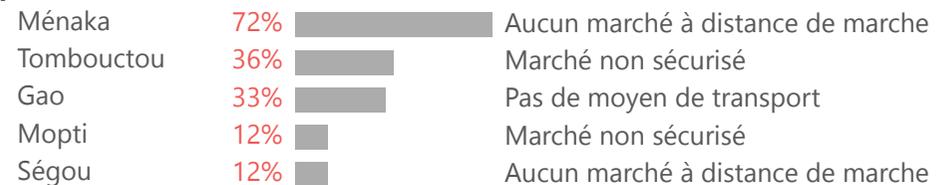
% de localités par principales raisons pour lesquelles la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture, selon les IC :



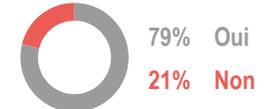
Selon les IC interrogés au cours du mois de février 2023, la majorité de la population dans les localités des régions évaluées au Mali n'avait pas accès à suffisamment de nourritures dans 31% des localités évaluées. Cette proportion s'élève à 47% des localités évaluées dans la région de Tombouctou avec respectivement 68% des localités évaluées du cercle de Goundam contre 34% de celles du cercle de Dire. Les principales raisons de cette situation dans les localités évaluées du pays étaient: l'élévation des prix des denrées en plus du manque d'argent dans 42% des localités évaluées, la disponibilité des produits qui est limitée (4%) et l'accès non sécurisé aux terres (31%), selon les IC. La stratégie principale d'adaptation utilisée par la majorité de la population était la consommation d'aliments moins chers et moins préférés dans 88% des localités évaluées où un accès insuffisant à la nourriture a été rapporté. Aussi, les principales sources de nourriture pour la majorité de la population étaient la propre production cultivée dans 67% des localités évaluées et la propre production de bétail dans 15% des localités évaluées dans les cinq régions au Mali. Cette dernière a une proportion de 88% des localités évaluées dans la région de Ménaka, selon les IC. Aussi, la majorité de la population dans 23% des localités évaluées n'avait pas accès à un marché fonctionnel à distance de marche, selon les IC.

Aussi, la majorité des populations n'a pas accès à ses moyens de subsistance habituels dans 46% des localités évaluées. Par ailleurs, les principales causes de perturbation des activités d'élevage seraient : l'accès non sécurisé aux pâturages (78%), le vol de bétail (71%) et le manque de pâturage (25%).

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un marché fonctionnel à une distance de marche et raison principale de cette contrainte d'accès.



% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales



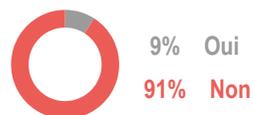
PROTECTION

Selon les IC, au Mali, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans 80% des localités évaluées. Ce pourcentage était particulièrement élevé dans les régions de Mopti (94%), Ménaka (93%) et de Segou (89%). Ainsi, dans la région de Mopti, les IC ont rapporté que les populations ne se sentaient pas en sécurité dans 100% des localités évaluées des cercles de Djenné et Koro contre 70% de celles de Mopti. Ces proportions étaient de l'ordre de 100% des localités évaluées des cercles de Anderamboukane et Inekar contre 78% de celles du cercle de Menaka dans la région de Menaka. Par ailleurs, les principales inquiétudes en matière de protection pour la majorité de la population étaient le vol de bétail (55%), la violence par des groupes armés (41%) et les enlèvement (28%). Par ailleurs, les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédant la collecte de données dans 9% des localités des régions évaluées au Mali. Cette proportion était de 28% des localités évaluées de la région de Ménaka, particulièrement dans le cercle d'Anderamboukane avec 45% des localités évaluées. Les IC ont aussi rapporté que la population n'avait pas accès à une structure de protection et/ou de référencement des incidents de protection dans 85% des localités évaluées.

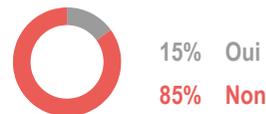
Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités évaluées au Mali)⁶:



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés :



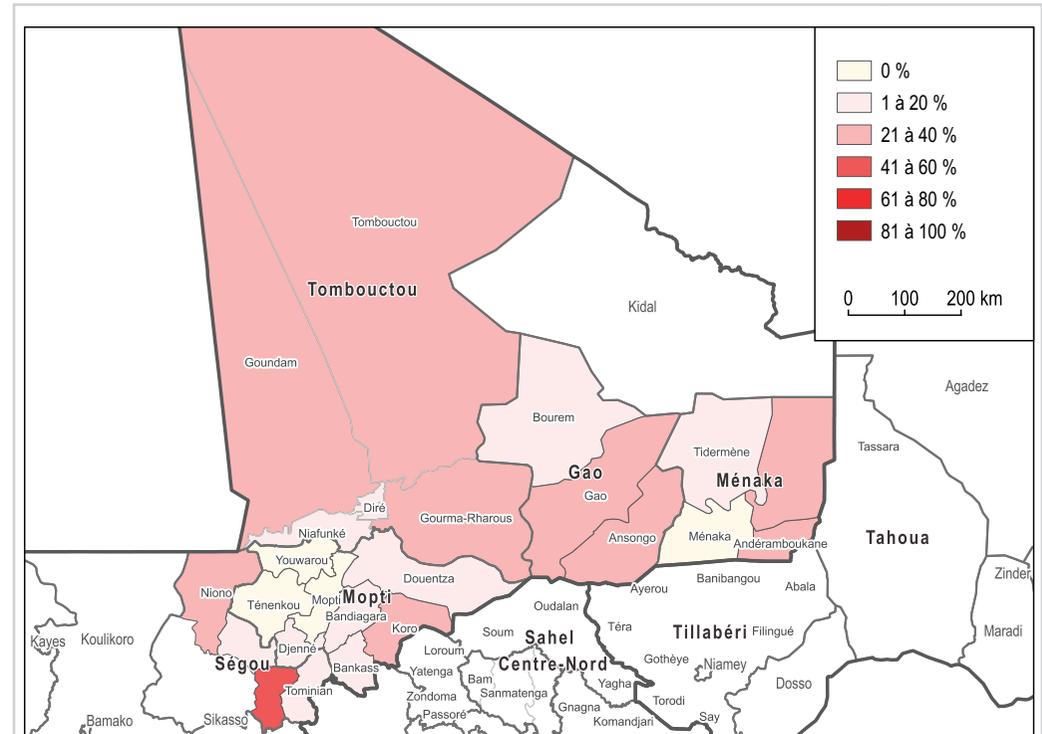
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection :



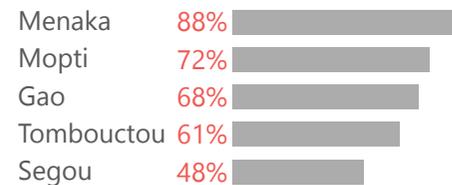
6. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

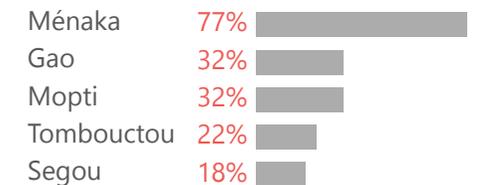
Carte 5.% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population se lave les mains sans savon ou cendre :

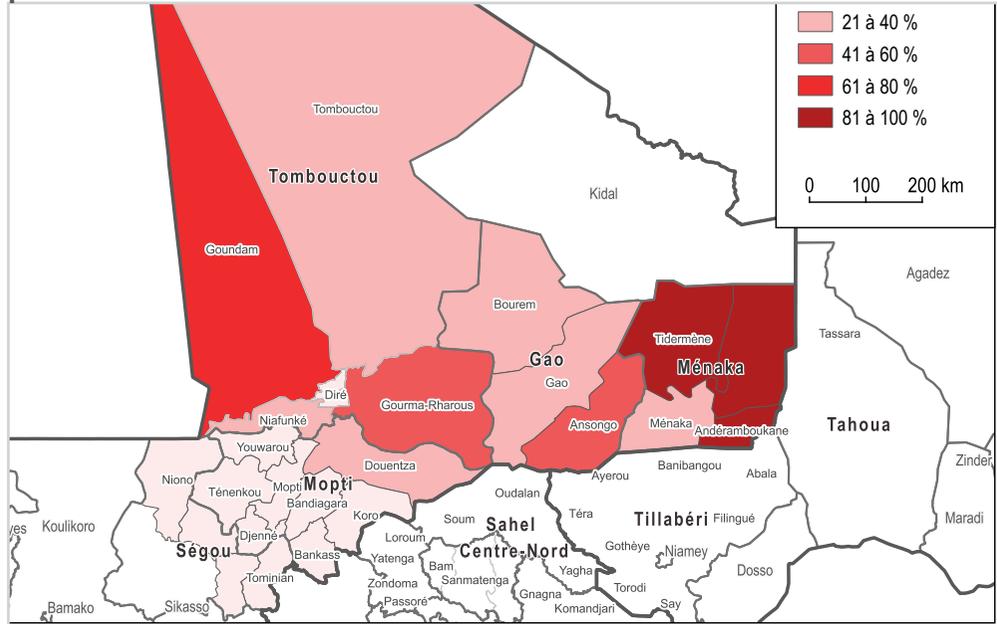


% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population pratique la défécation à l'aire libre :



SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités dans lesquelles la majorité de la population n'avaient pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche⁴ :



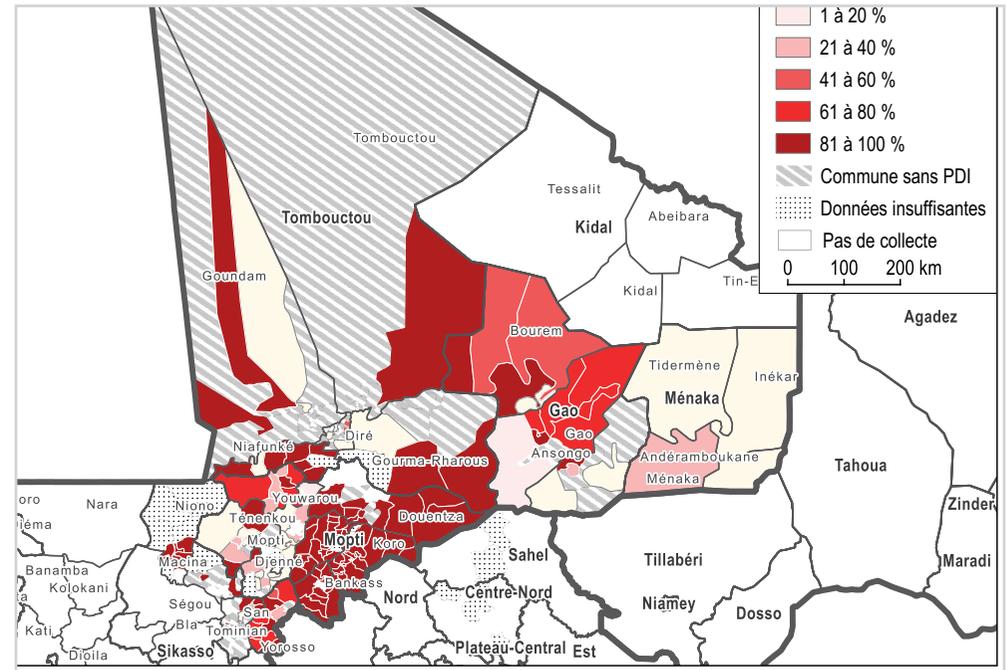
Selon les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à un service de santé fonctionnel à distance de marche⁶ dans 24% des localités évaluées au Mali. Ce défaut d'accès à un service de santé a été le plus rapporté dans les localités évaluées de la région de Ménaka (81%). Cette proportion était de 100% dans le cercle d'Inekar, 100% dans celui de Tidermène et 91% à Anderamboukane. La raison principale de cette situation selon les IC serait l'éloignement des infrastructures de santé par rapport aux habitations dans 55% des localités évaluées au Mali où le non-accès à un service de santé fonctionnel à distance de marche a été rapporté. Parmi les 76% de localités évaluées au Mali où la majorité de la population avait accès aux services de santé, la majorité des populations dans 85% des localités avait accès à un centre de santé communautaire (CSCOM) comme principal type de services de santé accessible. Par ailleurs, l'absence de programmes nutritionnels a été rapportée par les IC dans 74% des localités.

% de localités évaluées par principaux problèmes de santé de la population :



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Carte 7. % de localités où les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates⁴ :



Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates dans 74% des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée dans les 5 régions évaluées au Mali. Cette proportion était plus élevée dans la région de Segou (81%), particulièrement dans les cercles de Macina et Niono, où la majorité des PDI était concernée dans 100% des localités évaluées. La principale raison des conditions de vie non-adéquates pour les PDI était le manque d'espace fermé suffisamment grand qui garantirait pour tous les habitants des conditions d'intimité et de protection, selon les IC dans 60% des localités évaluées où la majorité des PDI vivrait dans des conditions non-adéquates. Les IC ont rapporté dans 78% des localités évaluées que la majorité des PDI présentes dans la localité aurait été accueillie gratuitement par des ménages au cours des 30 jours précédant la collecte de données².

ÉDUCATION

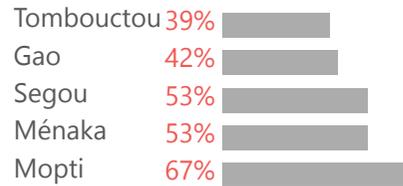
- Le manque d'accès à des services éducatifs à distance de marche a été rapporté dans 84% des localités évaluées de la région de Ménaka, contre 11% de celles de Mopti.

% de localités par principales raisons de l'indisponibilité des services d'éducation, selon les IC :

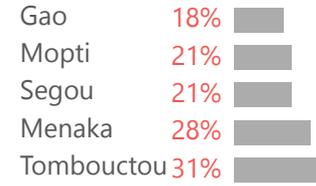
	Gao	Ménaka	Mopti	Segou	Tomboutou
Fermeture des écoles	60%	53%	52%	5%	5%
Manque d'enseignant	15%	14%	18%	47%	33%
Eloignement des écoles	8%	17%	9%	21%	30%

% de localités par principales occupation des filles et des garçons en cas de non-fréquentation de l'école, selon les IC :

Travail à la maison



Travail en dehors de la maison



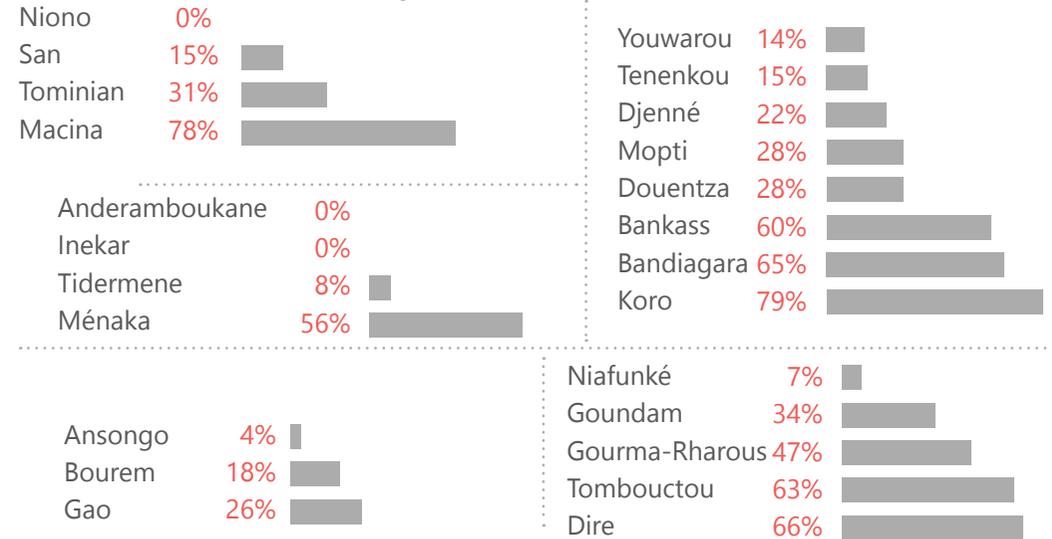
REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (avec % de localités évaluées où l'information a été rapportée), par cercle⁷ :

Régions	①	②	③
Gao	Sécu. Al. ⁸ (92%)	Santé (41%)	Moy. Sub. ⁹ (26%)
Ménaka	Sécu. Al. ⁸ (91%)	Santé (77%)	Protection (53%)
Mopti	Sécu. Al. ⁸ (87%)	Protection (40%)	Cash (35%)
Segou	Sécu. Al. ⁸ (94%)	BNA. ⁹ (67%)	EHA ⁹ (34%)
Tomboutou	Sécu. Al. ⁸ (85%)	Santé (63%)	Nutrition (35%)

7. Les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qu'ils pensaient être prioritaires pour la majorité de la population dans leur localité. Ils pouvaient choisir jusqu'à trois secteurs d'intervention prioritaires.

% de localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte des données :

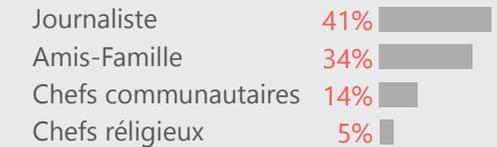


ACCÈS À L'INFORMATION

Principales sources d'informations de la majorité de la population



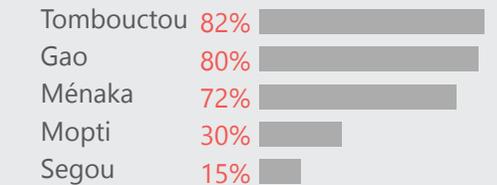
Principaux pourvoyeurs d'information de la majorité de la population



Types d'informations qui auraient été utiles pour la population



% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas



8. Sécu.Al : Sécurité alimentaire.

9.Moy. Sub. : Moyens de subsistance ; BNA : Biens non-alimentaires ; EHA : Eau, Hygiène et Assainissement